

---

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 1919.

---

- I. — Proposition de loi abolissant l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de professeur dans les Universités de l'État.
- II. — Proposition de loi modifiant l'article 238 de la loi électorale (1).

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. STANDAERT.

---

MESSIEURS,

Aux propositions de loi, dues à l'initiative des honorables MM. Woeste, Haussens et Mabille, a été réservé au sein des diverses sections de la Chambre un accueil contradictoire.

Quatre sections ont purement et simplement « admis » « approuvé » ou « adopté » le projet, sans observations.

Dans les deux autres sections où une discussion fut engagée, le projet ne recueillit que le tiers des voix, soit dans l'une section oui 5, non 2, abstentions 9; dans l'autre non 10, oui 6, abstention 1.

C'est qu'au dessus des propositions de loi dont il s'agit surgit une question de principe et une question « d'engrenage ».

La prohibition à laquelle le projet veut mettre fin, touche à la sauvegarde de l'indépendance des membres du Parlement et les motifs à l'appui du projet s'étendent aussi bien à d'autres compétences : tels les magistrats, les officiers supérieurs, les directeurs généraux des départements ministériels.

Déjà au sein de la Section centrale s'est affirmée l'idée que notre organisation militaire future rendait désirable l'introduction au parlement de représentants autorisés de l'armée.

Et ainsi se dessine nettement la contradiction des deux courants, l'un vers l'accessibilité du mandat parlementaire aux compétences, l'autre vers la rigidité du principe en vertu duquel tout membre des Chambres doit être complètement indépendant du Gouvernement.

---

(1) Propositions de loi, nos 188 et 189.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. STANDAERT, JOUREZ (Léon), THEODOR, VAN HOEGAERDEN, NEUJEAN, VERSTEVLEN.

On a fait observer à ce sujet que l'état de guerre a amené le Gouvernement à se départir à diverses reprises de la rigueur des incompatibilités légales et que ces mesures ont suscité des critiques dont il importe de tenir compte si l'on veut maintenir intacte l'autorité du parlement. Il est désirable de voir les pouvoirs publics rentrer le plus promptement possible dans les strictes limites du droit commun et du droit public.

On peut se demander cependant si la proposition de loi en tant qu'elle vise seulement les professeurs des Universités de l'État est de nature à soulever ces susceptibilités ou ces scrupules. À l'argument « engrenage » on répond que c'est à la chambre souveraine, à juger chaque espèce et à opposer son veto là où des objections sérieuses pourraient s'élever.

Les professeurs des Universités de l'État ne sont guère, ou si peu, des fonctionnaires et n'appartiennent pas à l'administration proprement dite, ils ne méritent pas l'ostracisme dont ils sont frappés à l'encontre de tant de professeurs des Universités de Louvain et de Bruxelles, qui ont fait figure au parlement. Toutefois, ceci encore a rencontré des objections au sein de la Section Centrale. Les professeurs des Universités de l'État, a-t-on dit, ne s'occupent que d'études, ils s'abstraient dans le domaine exclusif de la science, toute autre activité leur est interdite à l'encontre de ce qui se passe dans les Universités libres, où l'on voit les professeurs mêlés à la vie du barreau, au mouvement industriel, économique et politique du pays. Il faut surtout au Parlement non des théoriciens, mais des mandataires activement initiés à la vie nationale et aux affaires, ayant une connaissance réelle des hommes et des choses.

Par ailleurs, l'assimilation entre professeurs d'Universités de l'État et d'Universités libres manque, dit-on, essentiellement de justesse. Les Universités libres ont une tendance politique marquée, les Universités de l'État doivent se maintenir en dehors des partis politiques. Elles comptent des élèves représentant toutes les opinions, sans qu'on puisse affirmer que la majorité appartient à l'une d'elles. Si les étudiants des Universités libres admettent et trouvent tout naturel que leurs professeurs se mêlent aux luttes électorales qui sont conformes à leurs aspirations unanimes, qu'advient-il si dans les Universités de l'État les étudiants prennent fait et cause pour ou contre les professeurs candidats politiques ? Que se passera-t-il le jour où au sein de la même Université de l'État, deux professeurs se trouveront opposés l'un à l'autre, entraînant la jeunesse estudiantine dans les camps adverses des Montaigus et des Capulets ?

D'aucuns suggèrent que l'institution du Sénat sur des bases nouvelles sera la porte ouverte aux compétences choisies dans les divers domaines de la vie nationale. Aussi bien entrevoit-on que les candidats, à qui très souvent les compétitions électorales répugnent, pourront ainsi forcer les portes du Parlement sans devoir se mêler à des luttes politiques contraires à leurs goûts et à leur tempérament.

La Section centrale a chargé son rapporteur de rechercher l'état de la question dans les parlements étrangers. Voici à cet égard un aperçu rapide :

En Angleterre, la question au point de vue spécial qui nous occupe ne se

pose guère : Oxford, Cambridge et Dublin envoient respectivement aux Communes deux députés élus par l'Université; il en est de même aux Universités de Londres, de Glasgow et d'Edimbourg qui élisent chacune un député.

En Italie, où le mandat de député est incompatible, avec toutes fonctions salariées par l'Etat, exception est faite pour les professeurs d'Université. De même en Espagne, où l'on est cependant soucieux de l'indépendance des élus au point d'exclure du mandat parlementaire les entrepreneurs de travaux publics. Aux Pays-Bas, la loi se borne à dire que tout député qui accepte un emploi salarié par l'État ou qui obtient un avancement dans un service public est soumis à réélection. Par contre, celui qui est nommé professeur d'une université de l'État devient, par le fait même, éligible à la première chambre; disposition intéressante au point de vue d'une réorganisation éventuelle du Sénat belge.

En Allemagne, il n'y a aucune entrave à l'accessibilité des fonctionnaires aux chambres; ils ne doivent même pas solliciter un congé pour entrer en session. Bismarck tenait à avoir de nombreux subordonnés au parlement.

En France, la question des incompatibilités a beaucoup préoccupé les milieux parlementaires. Dans un rapport présenté à la Chambre des députés en 1909, M. Labori passe en revue quelque cinquante-deux projets de loi. Tous ces projets tendent à rendre toujours plus sévères les exclusions; les derniers vont jusqu'à interdire aux élus non seulement d'exercer des fonctions rétribuées sur les fonds de l'État, mais de faire partie d'un conseil d'administration d'une société financière. Le rapport de M. Labori conclut à l'accessibilité aux mandats parlementaires : a) des ministres; b) des présidents de la Cour de cassation et de la Cour de Paris; c) de chargés de mission temporaires; « d) des professeurs d'université titulaires de chaires » données au concours ou sur la présentation des corps où la vacance s'est « produite ». Ces restrictions, dit le rapport, ont en vue l'importance et le caractère des fonctions et l'indépendance dont les professeurs jouissent vis-à-vis du Gouvernement.

Tels sont, outre les considérations émises dans les exposés des motifs, les arguments avancés pour et contre la question soulevée par les deux projets dont la Chambre est saisie.

En Section Centrale, au vote sur les deux propositions de loi, celles-ci ont été rejetées par parité de suffrages, soit 3 voix contre 3, un membre étant absent. Il appartient à la Chambre de statuer.

*Le Rapporteur,*

ENG. STANDAERT.

*Le Président,*

EM. TIBBAUT.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1919.

---

- I. — Wetsvoorstel tot opheffing van de onverenbaarheid tusschen het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers en de betrekking van hoogleeraars aan 's Rijks Hoogeschole.
  - II. — Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 238 van het Kieswetboek (1).
- 

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

---

MIJNE HEEREN,

Tegenstrijdig was het onthaal dat in de afdeelingen der Kamer te beurt viel aan de wetsvoorstellen ingediend door de achtbare heeren Woeste, Hanssens en Mabilie.

Zonder opmerkingen hebben vier afdeelingen het voorstel gewoonweg « toegelaten », « goedgekeurd » of « aangenomen ».

In de overige twee afdeelingen, waar een bespreking ontstond, behaalde het voorstel slechts een derde van de stemmen, namelijk in de eene afdeeling 5 ja, 2 neen, 9 onthoudingen; in de andere 10 neen, 6 ja, 4 onthouding.

Boven bedoelde wetsvoorstellen rijst immers een vraag van beginsel en een vraag van « werkkring ».

Het verbod, waaraan het ontwerp een einde wil maken, betreft de vrijwaring van de onafhankelijkheid der leden van het Parlement en de redenen tot staving van het ontwerp kunnen ook gelden voor andere personen, met name de magistraten, de hogere officieren, de algemeene bestuurders van de ministerieele departementen.

Reeds in de Middenafdeeling kwam het denkbeeld tot uiting, dat de toekomstige militaire inrichting het intreden in de Kamers van bevoegde vertegenwoordigers uit het leger wenschelijk maakte.

En zóó teekenen de twee tegen elkaar ingaande stroomingen zich duidel-

---

(1) Wetsvoorstellen, n<sup>o</sup> 188 en 189.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Standaert, Jourez (Léon), Theodor, Van Hoegaerden, Neujean, Versteylen.

lijk af, de eene naar de toelating van bevoegde personen tot het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers, de andere naar het handhaven van het strenge beginsel, krachtens hetwelk elk lid van de Wetgevende Kamers heelemaal onafhankelijk van de Regeering zijn moet.

Dienaangaande deed men opmerken dat de oorlogstoestand de Regeering er toe gebracht had, de strengheid van de wettelijke onvereinbaarheden meermaals niet in acht te nemen en dat tegen die maatregelen bezwaren werden aangevoerd, waarmee rekening dient te worden gehouden, indien men het gezag van de Wetgevende Kamers ongeschonden handhaven wil. Het is wenschelijk, dat de openbare machten zoo spoedig mogelijk terugkeeren binnen de strenge grenzen van het gemeene recht en van het publiekrecht.

Men mag zich nochtans afvragen of het wetsvoorstel, in zoover het enkel betrekking heeft op de hoogleeraars aan de Rijkshoogescholen, van zoodanigen aard is dat het die angstvalligheid of die gewetensbezwaren zou doen ontstaan. Op de reden dat de hoogleeraar met zijn belangen aan zijn werkring vastzit, antwoordt men dat de oppermachtige Kamer behoort uitspraak te doen over elk geval en haar veto te stellen daar waar ernstige tegenwerpingen mochten oprijzen.

De hoogleeraars aan de Rijkshoogescholen zijn om zoo te zeggen geen ambtenaren en behooren niet tot het eigenlijk bestuur; zij verdienen de buitensluiting niet, welke hen treft in tegenstelling met zoovele hoogleeraars aan de Hoogescholen te Leuven en te Brussel, die in het Parlement figuur maakten. Dit gaf echter ook aanleiding tot opwerpen in de Middenafdeeling. De hoogleeraars aan de Rijkshoogescholen, heeft men gezegd, houden zich enkel met studie bezig; zij bewegen zich op het uitsluitend gebied der wetenschap; elk andere werkzaamheid is hun verboden, in tegenstelling met wat zich voordoet in de vrije Hoogescholen, waarvan de professoren deelnemen aan het leven van de balie, aan 's lands industriele, economische en politieke beweging. Het Parlement heeft vooral noodig niet theoretici, maar mandatarissen die werkdadig zijn betrokken in 's lands leven en bedrijvigheid en een werkelijke kennis van menschen en zaken bezitten.

Overigens, zegt men, de gelijkstelling tusschen de hoogleeraars aan de Rijkshoogescholen en de vrije Hoogescholen gaat heelemaal niet op. De vrije Hoogescholen hebben een duidelijk afgeteekende politieke strekking; de Rijkshoogescholen moeten zich buiten de politieke partijen houden. Zij worden bezocht door leerlingen, die tot alle meeningen behooren, zonder dat men beweren mag dat de meerderheid tot een bepaalde politieke denkwijze toetreedt. Vinden de studenten van de vrije Hoogescholen gansch natuurlijk en hebben zij er vrede mee dat hunne professoren aan den kiesstrijd deelnemen in overeenstemming met hun aller verzuchtingen, wat zou er gebeuren indien in de Rijkshoogescholen de studenten partij kózen voor of tegen de professoren die als politieke kandidaten optreden?

Wat zal er gebeuren, wanneer in eenzelfde Rijkshoogeschool twee professoren tegenover elkaar zullen staan, de studentenjeugd meesleepend in de vijandelijke kampen der Montaigu's en Capulet's?

Sommigen opperen het denkbeeld dat de instelling van den Senaat op nieuwe grondslagen de open deur zal zijn voor de bevoegde personen, gekozen uit de verschillende kringen van 's lands leven. Zoo voorziet men ook de mogelijkheid dat de candidaten, die een afkeer hebben voor den kiesstrijd in het Parlement zullen komen zonder tegen hun zin en aanleg te moeten deelnemen aan politieke twisten.

De Middenafdeeling heeft haren verslaggever gelast, op te zoeken hoe het met die zaak in de buitenlandsche parlementen gelegen is. Ziehier te dien aanzien een bondig overzicht :

In Engeland doet de vraag, zooals wij ze hier beschouwen, zich niet voor : Oxford, Cambridge en Dublin zenden onderscheidenlijk naar het Lagerhuis twee afgevaardigden, verkozen door de Hoogeschool; dat geschiedt ook voor de Hoogescholen van Londen, Glasgow en Edimburg, die elk een afgevaardigde verkiezen.

In Italië, waar het mandaat van afgevaardigde onvereenbaar is met elk door den Staat bezoldigd ambt, wordt een uitzondering gemaakt voor de hoogleeraars aan de Hoogescholen. Evenzoo in Spanje, waar men nochtans om de onafhankelijkheid der gekozenen zoodanig bezorgd is dat de aannemers van openbare werken geen lid van de Kamers mogen zijn. In Nederland bepaalt de wet er zich bij, te schrijven voor dat elke afgevaardigde, die een door den Staat bezoldigde betrekking aanvaardt of een bevordering krijgt in een openbaren dienst, aan herkiezing onderworpen is. Hij, die tot hoogleeraar aan een Rijkshoogeschool benoemd wordt, is daarentegen uit dien hoofde verkiesbaar tot de Eerste Kamer; deze bepaling verdient belangstelling met het oog op eene mogelijke wederinrichting van den Belgischen Senaat.

In Duitschland staat niets de verkiezing van ambtenaren tot leden van de Kamers in den weg; zij behoeven zelfs niet verlof aan te vragen om zitting in de Kamers te nemen. Bismarck hield er aan, vele ondergeschikten in het Parlement te hebben.

In Frankrijk heeft de vraag der onvereenbaarheden de parlementaire kringen druk beziggehouden. In een verslag, in 1909 aan de Kamer der Afgevaardigden voorgelegd, gaat de heer Labori nagenoeg twee- en vijftig wetsontwerpen na. Al die ontwerpen hebben ten doel, de buitensluitingen steeds strenger te maken; de laatste gaan zoo ver dat zij de gekozenen verbieden niet enkel door den Staat bezoldigde betrekkingen aan te nemen, maar zelfs deel uit te maken van een raad van beheer eener financieele maatschappij. Het verslag van den heer Labori besluit tot de toelaatbaarheid tot de parlementaire mandaten; a) voor de ministers; b) voor de voorzitters van het Verbrekingshof en het Hof te Parijs; c) voor hen die tijdelijk met een zending belast zijn; d) voor de hoogleeraars aan de Hoogescholen, belast met leergangen « na een wedstrijd begeben of op voordracht van de korpsen waar de plaats openviel ». Die beperkingen, zegt het verslag, beoogen de belangrijkheid en het karakter van het ambt, alsmede de onafhankelijkheid die de professoren tegenover de Regeering bezitten.

Dat zijn, buiten de beweegredenen in de Toelichtingen uiteengezet, de

bewijsgronden voor en tegen de vraag, welke te berde gebracht werd door de twee voorgelegde wetsvoorstellen.

Bij de stemming over de twee wetsvoorstellen werden, in de Middenafdeling, deze bij staken van stemmen verworpen, dit is met 3 tegen 3 stemmen; een lid was afwezig. Aan de Kamer behoort het, uitspraak te doen.

*De Verslaggever,*

EUG. STANDAERT.

*De Voorzitter,*

EM. TIBBAUT.